

Mot du Président

Oui, un autre numérique est possible !

Forum ATENA, avec quatre autres ThinkTank, a contribué au Grand Débat. Ci-dessous, la synthèse de notre contribution, qui sera remise prochainement à Mounir Mahjoubi.

Oui, un autre numérique est possible !

Un numérique ouvert aux innovations, respectueux des valeurs de l'Europe, sans surveillances exagérées, incontrôlées et illégales, qu'elles soient des États, des plateformes, ou des mafias.

Chaque citoyen doit pouvoir trouver sa place et doit pouvoir s'exprimer sereinement dans cet espace, sans risque exagéré d'injure, fausse nouvelle, d'espionnage. Le monde numérique doit prôner le développement du bien commun, le respect des contributions de chacun, nos valeurs.

Les Gafam disruptent la souveraineté des États en ne respectant pas les règles de la concurrence, en contestant la souveraineté des tribunaux et les règles juridiques

Nous devons imposer dans l'espace France / Europe des réponses simples, inspirées de la vraie vie, pas des règles spécifiques au monde du numérique, qui faussent la concurrence entre les acteurs.

Par ex. : une adresse IP doit être considérée comme une adresse géographique, et que ce qui veulent tricher soient poursuivis, comme dans la vraie vie.

La vie, aujourd'hui, c'est aussi la vie numérique, les règles doivent être les mêmes, et doivent s'appliquer partout. L'internet est une part de notre vie, les mêmes règles doivent s'appliquer dans l'espace numérique et dans l'espace réel. Des exceptions étaient acceptables dans les débuts du développement d'Internet, elle ne le sont plus quand elles protègent les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et autres BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi) ... , quand ce ne sont pas ces mêmes plateformes qui prétendent fixer elles-mêmes les règles.

Il faut laisser aux États et à la Communauté européenne le soin de fixer les lois, les règles, et responsabiliser les acteurs, des plateformes aux utilisateurs, tout n'est pas acceptable sur le Net.

Aujourd'hui, il est urgent d'ouvrir le monde des plateformes dominantes, afin de conserver nos libertés et de conserver un espace d'innovation, qui sont les valeurs de l'Internet : un monde décentralisé et ouvert comme nous l'avons fait au niveau de la protection des données personnelles nous devons imposer l'Interopérabilité des plateformes dominantes

Nous devons pouvoir changer de fournisseurs en emportant nos données d'usage, et nous devons stopper la progression des monopoles de fait de ces grandes entreprises du numérique, en interdisant les fusions de plateformes quand l'un des protagonistes est dominant dans son secteur

Demain ? Un autre Numérique

Les États légifèrent ... mais aujourd'hui, de fait, ce sont les Gafam qui décident des règles et qui les appliquent

Ce n'est pas aux GAFAM de faire les lois, c'est aux législateurs !

Ce n'est pas aux GAFAM de fixer les modalités d'application, c'est à la justice

L'État / Europe doivent reconquérir notre souveraineté en fixant des règles simples, et en les faisant respecter / sans tout surveiller

L'État / Europe » doivent être moteur, incitateur, pour entraîner les citoyens, les professionnels, les associations, les administrations, à s'emparer de notre souveraineté.

Nous devons pas à pas reconstruire l'autonomie technologique de l'Europe, en développant des stratégies de reconquête au niveau les composants (particulièrement des micros-processeurs), des Operating System (en nous appuyant sur l'Open Source et Linux, les outils, moteurs de recherche, espace de stockage, outils internet (en nous appuyant par exemple sur Qwant), ne l'oublions pas, l'Europe est le berceau des logiciels libres !

L'Europe est également le berceau des technologies réseau, il nous faut construire un nouvel Internet, plus simple, plus adapté aux usages multiples, plus sécurisé, en nous appuyant sur les travaux de RINA. Cette

nouvelle architecture d'échange doit nous permettre de construire un nouvel internet plus sûr, plus résilient. La France et l'Europe doivent s'engager pour développer RINA, amplifier le soutien aux initiatives qui émergent.

Construire un monde numérique qui soit inclusif et de confiance.

Afin de poursuivre le débat, nous vous invitons à vous inscrire à notre prochaine soirée Networking, le 16 avril 2019 à partir de 19H, soirée accompagnée d'un repas, réservé aux membres de Forum ATENA.

D'autres initiatives suivront, à très bientôt.

Philippe Recouppé - Président de Forum ATENA

Numérique et GAFAM ? Quels impacts sur le juridique ? Quelles perspectives ?



Prochain diner débat : **16 avril 2019 à partir de 19H** - inscrivez-vous pour débattre avec nous et avec le professeur de droit **Bruno DONDERO**.

Depuis le discours d'Hourtin en 1997 les nouvelles technologies de l'information bousculent peu à peu tous les secteurs d'activité dans notre pays. Les mondes des télécoms puis de la musique puis de l'édition furent les premiers acteurs concernés. La vague des services marchands dématérialisés succéda très rapidement au crack de 2000. Désormais les services essentiels sont touchés par cette lame de fond partie il y a 26 ans des États-Unis et d'un vice-président ambitieux. Les juristes ont d'abord été écartés des projets puis associés lorsque les intérêts ont commencé de se manifester. Le signal en France fut lancé par de banales affaires de droit d'auteur (pour exemple affaire J.Brel - Tribunal de grande instance de Paris, Ordonnance de référé du 14 août 1996). Mais au fur et à mesure que les capitaux se sont investis dans les projets, les juristes sont venus peu à peu border les techniciens.

Désormais les innovations atteignent des secteurs qu'on pensait hors de portée ou relevant de la science-fiction. La prise de parole publique et à tout moment (les réseaux sociaux), la capacité de donner son avis (les notations et palmarès), le traitement de données à très grande vitesse et très grande échelle (IA) impactent désormais le droit et ses réflexes millénaires. Il est désormais question de justice prédictive, de

dématérialisation des contrats (Blockchain), de disparition des tiers de confiance (les notaires). Face à ces défis, les pouvoirs publics tentent de comprendre et de réagir. Le RGPD européen est une première réponse, en attendant la suite.

Le professeur de droit **Bruno DONDERO**, membre de l'école de droit de la Sorbonne, directeur du **CAVEJ** (Centre Audiovisuel d'Étude Juridique) et avocat au bureau parisien Francis Lefevre se propose de faire le point sur tous ces points lors du prochain **dîner-débat du 16 avril 2019 à partir de 19H**.

Plus d'informations et inscriptions sur : <https://www.forumatena.org/diner-networking-bruno-dondero>

Destruction créatrice de l'IA

L'Intelligence Artificielle source d'emplois ou de chômage ? Cette très récurrente question anime des vagues d'espoirs et de craintes qu'avec sagesse [Olivier Ezratty](#) nous invite à prendre avec beaucoup de recul. Mais quel type de tâche peut assurer l'IA ? Quel enseignement tirer de l'automatisation depuis l'après-guerre ? Où trouver la création schumpeterienne, pendant de la destruction ?

L'IA au travail

Illustrons par quelques exemples les situations où l'IA peut se substituer à l'humain. La distinction entre tâche et métier y est fondamentale.

L'Intelligence Artificielle sur laquelle on peut effectivement compter aujourd'hui est bâtie sur un traitement statistique de grandes quantités de données. Au delà des opérations informatiques existantes l'apport est essentiellement dans la reconnaissance d'images, de situations, de sons ou de formes.

On peut dès lors identifier une panoplie de tâches qui peuvent éventuellement constituer un métier. La scrutation des caméras de surveillance où l'IA peut détecter un comportement sortant de l'ordinaire voire un individu suspect en est un exemple déjà en application dans certains pays. La conduite de véhicule autonome si son devenir est confirmé entre également dans la catégorie des métiers pouvant être remplis par l'IA.

Il se peut qu'un métier abandonne une part de sa valeur pour être réduit à une tâche. Les chatbots font ainsi largement appel à l'IA tant pour repérer les mots clefs d'une requête que pour en formuler la réponse. Pour autant le métier de conseiller téléphonique doit-il craindre un réel concurrent dans une tâche qui se limite à remplacer les interfaces homme machine dans une recherche documentaire ? Il semblerait hélas que oui.

À l'inverse, certain métier ne peuvent être réduits à une tâche. Je pense par exemple aux radiologues menacés dans la scrutation des radios à la recherche d'anomalies. L'IA apporte ici beaucoup car elle ne fatigue pas. Mais cette quête systématique ne se fait que sur la base de critères exhaustivement identifiés et ne peut en aucun cas remplacer l'expertise du « sachant ». On peut voir là se rejouer la scène que l'arrivée d'Internet avait infligé aux avocats dans leurs recherches de jurisprudences. Leur métier n'a pas disparu pour autant mais le soutien de l'outil a augmenté leur efficacité avec notamment les liens HyperText. L'utilisateur ne souhaite pas encore abandonner l'expertise humaine.

L'impact de l'IA sur l'emploi ne viendra-t-il pas plus des gains de productivité que du pur remplacement de métiers ?

Leçons de l'histoire : machine et emploi depuis 1950

L'après-guerre a été riche en progrès technologiques : machines outils, informatique ... Dans quelle proportion ces progrès ont-ils modifié la productivité ?

La réponse est : énorme. Supérieure à 700 %.

Le calcul est effectué en évaluant la part du PIB créé en euros constants par heure travaillée. Les chiffres pour ce calcul ont pour source l'INSEE. Parmi les surprises, il semblerait que le cumul des heures travaillées soit plus élevé en 1950 (43,7 milliards) que de nos jours (42,2 milliards). Le PIB passe lui de 280 milliards d'euros constants en 1950 à 2000 milliards en 2007. On travaille moins pour produire beaucoup plus.

Dit autrement : lorsqu'un collaborateur lève le bras aujourd'hui, il produit plus de sept fois plus que son parent en 1950. La réponse au niveau de l'emploi est passée par une forte réduction du nombre d'heures travaillées : durée hebdomadaire, congé payé et ... chômage.

La destruction créatrice qu'évoquait Schumpeter est mise en défaut. Qu'en sera-t-il avec l'arrivée de l'IA ?

La destruction créatrice de Schumpeter

Dans *Le cycle des affaires* en 1939, Schumpeter détaille sa vision : un « ouragan perpétuel » voit alterner des mouvements de création accompagnés de destruction. Ces mouvements ont pour moteur de nouveaux biens, de nouveaux processus de fabrication, de nouveaux marchés, de nouvelles matières premières.

Une illustration typique est le basculement au début du siècle dernier entre l'agriculture, anciennement gourmande en bras et l'industrie avide maintenant de ressources humaines pour produire machines outils et automobiles. Destruction création.

Quelles créations peut-on mettre face aux destructions que créerait l'augmentation de la productivité liée à l'IA ?

Deux pistes sont le plus souvent avancées : d'une part le fort besoin en compétence dans le domaine de l'Intelligence Artificielle, notamment les *data scientists*. Par exemple la validation des données utilisées par l'IA est cruciale et fortement consommatrice de compétences humaines. Chaque image doit être décrite et annotée à la main. Mais on peut douter que ce soit suffisant pour équilibrer la balance création destruction. La deuxième piste évoquée est celle des services à la personne. Je suis pour ma part réservé quant à leur rapport avec l'IA : les services à la personne sont là qu'il y ait IA ou pas.

Destruction création d'accord, sauf que la création liée à l'IA n'est pas identifiée. Ne se dirige-t-on pas plutôt vers une reprise de gains en productivité ?

Jacques Baudron - Secrétaire Forum ATENA - mars 2019 - jacques.baudron@ixtel.fr

Les deux intelligences artificielles : entre prothèse et orthèse

Beaucoup d'efforts sont consacrés à la définition de ce qu'est l'intelligence artificielle. Pas de cours sur l'IA qui ne commence par s'y essayer, avec en gros deux voies : une voie empirique, qui consiste à définir l'IA en tant que comportement similaire à l'humain d'une machine informatique, et une voie théorique, qui nous plonge dans l'exploration de ce qu'est la pensée ou l'action rationnelle et y relie l'IA et son analyse. Alors, prothèse ou orthèse ?

Lire la suite : <https://www.lajauneetlarouge.com/les-deux-intelligences-artificielles-entre-prothese-et-orthese/>

Alain Meller, docteur en IA, directeur associé Setics, fondateur de NovaXone et membre du Comex de l'IE-Club

RINA adoptée par l'Arménie

Chantal Lebrument, auteure du livre « LOUIS POUZIN L'un des pères de l'internet » interviewée le 11 février par Bernard Biedermann.

BB : Tout d'abord, revenons sur vos premiers contacts en Arménie, pourquoi l'Arménie ? Avant les premiers contacts, vos contacts connaissaient-ils RINA ?

CL : En octobre 2016 Louis Pouzin a été nommé « homme numérique de l'année » par le gouvernement arménien et à ce titre nous avons été invités en tant qu'hôte officiel à une visite d'une semaine dans le pays. Nous avons notamment visité le quartier des startups qui comprend nombre d'entreprises dont certaines travaillaient pour des sociétés françaises dans le développement d'applications et le codage. Mais ce qui nous a beaucoup impressionné c'est la visite au centre TUMO : une école d'apprentissages numériques basée sur une pédagogie totalement innovante et qui permet à une génération de jeunes de se former et de se développer en plus d'une scolarité classique.

Il était convenu qu'après un dîner d'État Louis Pouzin discuterait avec un aéropage de chefs d'entreprises regroupés autour du 1^{er} ministre de l'époque. Parler uniquement d'Open-Root ne nous paraissait plus assez innovant, Louis a donc présenté RINA, totalement inconnu des participants.

BB : Qu'est ce qui a conduit les Arméniens à s'intéresser RINA ?

CL : Le temps a passé, nous avons continué à développer nos compétences et nos interventions sur RINA. L'Arménie de son côté a fait une « révolution douce », tous les ministres et membres du gouvernement ont été démissionnés pour laisser place à une démocratie et une équipe nouvelle. Mais, l'idée de RINA était restée.

BB : Et puis les raisons qui ont conduit au lancement du projet ?

CL : Le lobbying efficace exercé par la société Stardoom dirigée par un français, Philippe Poux, a fait perdurer le souvenir de cette présentation. L'apport d'un soutien sur place au fait des arcanes du gouvernement et surtout du tissu industriel du pays a été déterminant. La constitution d'une équipe a démarré au début de 2018 pour arriver au lancement officiel du projet en novembre, lors du Sommet de la Francophonie à Erevan. Encore une fois, l'intervention de la vice-Ministre de l'Economie et du Développement a été déterminant : Mme Mané Adamyan a été vite convaincu de l'apport essentiel de RINA au développement numérique du pays. En une journée, elle a convaincu ses collègues dont le 1^{er} ministre et ensuite le Président que ce projet était une réelle opportunité pour le pays.

Lors de la clôture du Forum Economique l'annonce était faite conjointement par Sartdoon, Louis Pouzin et le 1^{er} ministre : le projet RINArmenia était lancé. Comprendre, développer et créer des développements sous RINA ; connecter peu à peu le pays dans cette nouvelle technologie ; partager ses connaissances en développant le 1^{er} centre de formation RINA au monde.

BB : Mi-février a eu lieu le lancement du projet ; Il va durer environ six mois. Pouvez-vous nous en dire un peu plus : nombre de chefs de projets, leur profil et concrètement, en quoi consiste leurs activités, leurs outils ? Difficultés rencontrées, échanges avec les « locaux » ?

CL : L'occasion d'un colloque à Paris avec la présence de tous les chercheurs et responsables de RINA a permis une rencontre avec l'équipe arménienne en cours de création. Il a été décidé de faire venir la jeune équipe nouvellement embauchée de RINArmenia. Autour de son chef de projet, Hayk Mnatsakanyan et de son directeur, Philippe Poux, Louis Pouzin et moi-même en tant que membres fondateurs, nous avons tous travaillé sur les choix technologiques à venir ainsi que le calendrier de développement.

BB : Quelle est votre perception de l'avenir ? Avec son nouveau centre de formation, l'Arménie va-t-elle devenir la référence pour Rina ou bien il faudra encore convaincre le reste du monde ?

CL : Le projet RINArmenia est certes dédié à un pays très particulier : petit, enclavé, multilingue, avec une forte diaspora très attentive à son développement et surtout un creuset de personnes formées au numérique.

Ce modèle peut être dupliqué dans d'autres pays mais il restera à créer les conditions de développement qui soient aussi favorable qu'en Arménie. Ce peut être notamment le cas de pays avec un fort pourcentage de population jeune et formée.

Nous ne pouvons « convaincre » mais expliquer, développer. Les sceptiques risquent encore une fois de voir le train passer mais c'est la règle du jeu dans le numérique : tout va vite, il faut tenter et prendre des risques si l'on veut avancer et découvrir de nouvelles sources de développement. Personne n'ira tirer par la manche des « sceptiques », c'est à eux de s'ouvrir au monde et de profiter de ce formidable mouvement en avant qu'offre RINA.

BB : Pour quelles raisons RINA demeure insuffisamment connu en France ?

CL : La hiérarchie pyramidale française n'aide pas à un développement d'une technologie qui demande une nouvelle réflexion sur le numérique. Trop « engluée » dans des relations de pouvoir entre les utilisateurs et les « sachant » numériques, il est difficile pour beaucoup de se remettre en question. Il reste cependant une frange des décideurs qui se posent de vraies questions, dont celle de la solidité de TCP/IP. Tout n'est donc pas perdu pour un développement de protocoles RINA en France.

Un grand déballage mais pas de grand débat du nouvel âge 1/2

Le grand débat, voulu par Emmanuel Macron, suite au mouvement des gilets jaunes, a remporté un succès populaire, si l'on se réfère aux chiffres de participation : 10.000 réunions rassemblant 400.000 participants sur tout le territoire, 1,4 millions de contributions sur le site internet.

Un exercice inédit de participation citoyenne. Aucune grande démocratie moderne ne s'était lancée dans une telle aventure.

Même si l'élan doit être tempéré par le scepticisme des Français qui les amène à penser à hauteur de 70% d'entre eux que le Grand débat ne résoudra pas la crise politique et à hauteur de 63% que leurs points de vue exprimés ne seront pas pris en compte.

Quels sont les enseignements que les commentateurs tirent de ce grand débat ?

-Premièrement, le fait que la fiscalité ait été un sujet principal. Il s'est soldé par des propositions de meilleur rapport qualité prix pression fiscale / qualité du service public et de hausse d'impôts ciblant les « riches ».

Il s'agit d'un chantier majeur, alors que l'exécutif ne dispose pas de marges de manoeuvre.

-Deuxièmement la préoccupation environnementale, qui dépasse largement le grand débat comme le montrent les 2 millions de personnes qui ont signé la pétition « l'affaire du siècle » la mobilisation des

lycéens ou l'initiative prise par Laurent Berger et Nicolas Hulot, soutenue par une soixantaine d'associations.

-Le troisième enseignement de ce débat est que son succès permet de reparler de la démocratie participative.

La fragmentation de la société française est sans précédent.

Des mots emblématiques et récurrents illustrent le malaise de la société : fractures, privilèges, éloignement, fins de mois.

La crise des gilets jaunes révèle une fragmentation multiple de la société française.

D'abord sociale, avec des catégories modestes assez représentées dans le mouvement alors que les personnes plus aisées le regardaient avec distance.

Une fracture territoriale ensuite, qui se double d'un clivage sur les modes de vie.

Le déclencheur de cette crise a été la hausse des taxes sur les carburants, et la France qui s'est mobilisée est celle des ronds-points, de l'étalement urbain, la France de la voiture.

En face, on retrouve les gens pour qui la voiture n'est plus centrale. La fracture est aussi celle de la France diplômée, qui a regardé de très loin ce mouvement animé par des gens moins éduqués.

Enfin, dernière fracture, on a vu que la tentative de la gauche de la gauche d'opérer une jonction entre les gilets jaunes et le mouvement syndical et la France des banlieues a échoué. La France qui s'est mobilisée est celle du travail, qui a peur du décrochage. Alors que les habitants des banlieues, pour une partie significative, vivent avec des aides sociales.

Les gens des banlieues ne se sont pas reconnus dans les visages et les slogans des gilets jaunes.

Quel est mon sentiment face à ce grand débat ?

Une chose me frappe avant tout. Les revendications, les propositions et les commentaires ne s'inscrivent pas, à ma connaissance, dans une prise en compte du nouveau paradigme économique de la troisième révolution industrielle de 1980. Or là était l'essentiel.

Le monde est entré depuis les années 1980 dans la troisième révolution industrielle avec comme intrants la donnée, la data, les processus normés et informatisés.

Les intrants des deux premières révolutions industrielles de 1780 puis 1880 étaient la vapeur, l'électricité.

Cette troisième révolution industrielle, la France l'a ratée.

Où sont parmi nos élites les penseurs des transformations en cours, les éclaireurs de l'avenir, les pédagogues du changement ?

Face à ces retards, ces blocages et ces défis la société civile a un rôle à jouer. L'heure est au changement de logiciel dans la sphère politique.

Nos institutions, inspirées par le Conseil National de la Résistance, ont été rédigées pour servir le précédent modèle économique : l'économie fordiste de la deuxième moitié de la deuxième révolution industrielle : économie de masse : masse de travailleurs de la grande entreprise pyramidale, normalisée, hiérarchisée, optimisée, cadencée par l'organisation scientifique du travail, fabricant des produits standardisés, faisant l'objet d'une consommation de masse sur des marchés grand public.

Il faut bâtir les Institutions permettant l'épanouissement et l'équilibre social du paradigme de l'économie numérique du règne de la donnée à l'ère de la multitude, de l'homme augmenté et de l'entreprise étendue, de l'innovation continue et du développement des territoires.

Nous assistons au passage de l'ère de la main d'œuvre du XXème à l'ère du "cerveau d'œuvre" du XXIème siècle.

De ce fait nous entrons dans la vague d'innovation ou destruction créatrice la plus forte de l'histoire de l'humanité.

Ce qu'on nome " numérique" n'est pas seulement une technologie et encore moins un secteur parmi d'autres. Cette informatique optimisée bouleverse la manière de produire et de consommer. Elle permet un rapprochement inédit de l'offre et de la demande.

Elle transforme l'intermédiation.

L'"homo numericus" ne se rend plus seulement sur internet. Il se trouve à l'intérieur de l'écosystème internet. L'action, l'attitude, la place de l'homme siècle sont différentes dans l'économie numérique du XXIème et dans l'économie fordiste du XXème siècle.

L'homme est plongé dans un paradigme nouveau. Ce paradigme impose à l'ensemble de l'économie un changement de fonctionnements, usages et de méthodes. Elles sont directement liées à la mise en réseau des individus.

À terme, toute l'économie sera informatique et dominée par des entreprises numériques, qui capteront l'essentiel de la création de valeur ajoutée dans des chaînes de valeur recomposées.

Les élections présidentielles de mai puis législatives de juin 2017 et plus récemment le Grand débat constituaient une formidable opportunité pour des acteurs volontaires de la société civile, experts dans leur domaine, de prendre leurs responsabilités de s'exprimer et d'agir pour leur pays.

Le grand débat aurait du être l'occasion d'un élan collectif, un élan capable de réinventer la France face aux défis du passage de l'économie fordiste à l'économie numérique.

Car il est nécessaire d'accompagner le citoyen, l'agent économique et particulièrement l'entrepreneur et l'aider à connaître les bases de l'économie et comprendre le nouveau modèle de la troisième révolution industrielle informatique.

L'idée de mobiliser les savoirs faire et les savoirs être de membres de la société civile à partir des territoires pour construire des solutions micro-économiques locales correspond aux défis de l'économie contemporaine : une approche girondine complétant l'attitude jacobine des politiques macro-économiques d'Etat.

Je pense que ces occasions ont été manquées.

Le débat a permis temporairement au président et à son gouvernement de sortir d'une impasse.

Impasse issue de la conjonction du mouvement des gilets jaunes avec l'absence de résultats encore tangibles des réformes entreprises. La phase « active » du quinquennat était déjà close alors que le mandat du précédent était à peine commencé,

On peut espérer une forme de relégitimation du chef de l'Etat surtout si La République en Marche réalise le meilleur score aux élections européennes.

Il reste à surmonter l'obstacle le plus périlleux : celui des réponses apportées par l'exécutif à ce grand déballage démocratique.

Le risque est qu'on évalue leur pertinence principalement au regard des milliards qui pourraient être prélevés ici et distribués là, au côté spectaculaire des gestes politiques ou institutionnels les accompagnant, ou au nombre de concessions faites pour les enrober.

Le risque est qu'on oublie que la démagogie, ce poison de la démocratie, consiste à prétendre pouvoir répondre à tout, y compris aux non sens, contre sens, erreurs et mauvaises questions. Or les avis, exigences, revendications, contributions exprimées lors du Grand débat en regorgent. C'est un piège à ne pas négliger.

La multitude de revendications contradictoires apparues au fil des derniers mois a trahi la fragilité de la culture économique des Français.

Cette faiblesse de connaissance économique de nos concitoyens et ignorée par eux-mêmes.

Elle est notre principal ennemi. Elle conduit les Français à nier ou sous-estimer la part considérable jouée par l'économie de marché dans leurs acquis sociaux. Elle les amène à ignorer combien en bafouant les règles et fondamentaux de l'économie de marché, ils exposent ces acquis à une menace fatale.

Il est indispensable de dénoncer cette ignorance en économie de nos concitoyens et de plaider pour l'économie de marché revisitée par le nouveau paradigme de la troisième révolution industrielle de 1980.

La tâche de l'exécutif est non seulement complexe, mais elle porte en elle-même ses propres contradictions.

Le gouvernement doit à la fois apporter des réponses concrètes à court terme, ouvrir des chantiers à moyen terme comme la refonte de la loi NOTRe sur les collectivités locales et penser le long terme et la suite du quinquennat.

A cette crise protéiforme, Emmanuel Macron devra apporter un éventail large de réponses.

Il doit à la fois aller vite pour répondre à l'urgence, mais aussi prendre le temps de *poser un diagnostic pertinent sur les maux les plus profonds dans notre pays, qui doivent être pris en considération.*

Le tout avec une marge de manœuvre budgétaire plus que réduite - il ne faut pas oublier que dix milliards d'euros ont déjà été lâchés en décembre pour apporter une première réponse à la crise - et un déficit public de 100% du PIB.

Avec un contexte politique qui reste tendu et une France plus fragmentée que jamais, sans oublier l'environnement préélectoral, avec les élections européennes fin mai.

De la réussite de cet atterrissage dépendra la suite du quinquennat. Les premières décisions seront connues mi-avril.

Plaidoyer pour l'économie de marché

Dans l'histoire du XXème siècle, l'économie de marché s'est trouvée au cœur de la plupart des « miracles » économiques.

Toutes les autres tentatives d'organiser la production et la distribution des richesses d'une nation se sont achevées par des fiascos.

Tirant le bilan de cent ans de capitalisme dans son article « A Century of Unrivalled Prosperity », l'économiste du MIT, Rudi Dornbusch écrivait en 1999 que ce système, certes loin d'être parfait, nous avait assuré, à nous citoyens de l'occident libéral, « des vies meilleures et plus riches que celles que nous aurions pu imaginer dans nos rêves les plus fous ».

- Ce fut le cas dans l'Europe dévastée de l'après-guerre.

Battue et ruinée par la terrible aventure nazie, l'Allemagne peinait à s'en remettre. Ludwig Erhard, futur chancelier mais à l'époque responsable de l'organe transitoire de régulation financière, décida seul, en une nuit de juin 1948, d'abolir tout contrôle des prix et de laisser pleinement jouer les mécanismes du marché. A la tête des forces occupantes, le général Lucius D. Clay lui lança, apprenant la nouvelle : « Monsieur Erhard, mes conseillers me disent que vous avez commis une folie. Que répondez -vous ? » La réponse de l'homme de « l'économie sociale de marché » est restée fameuse : « Général, ne faites pas attention à eux, mes propres conseillers m'avaient dit la même chose ». Il venait de poser les bases d'une reconstruction dont l'aboutissement est la domination économique allemande sur le continent européen.

- Ce fut le cas en Chine.

L'hiver dernier, sur la route du G20 de Buenos Aires, Xi Jinping, le président chinois, faisait une escale à Madrid, pour s'adresser à des dirigeants européens.

Le leader du plus grand pays communiste encore existant sur la planète avait un seul message à leur faire passer : battez-vous pour défendre le libre marché et la globalisation !

« Seul ce choix permettra de préserver la paix et la prospérité dans le monde » expliqua-t-il à un auditoire inquiet des bruits de guerre tarifaire venus de Washington et Pékin.

En passe de devenir la première puissance mondiale, son pays doit cette heureuse fortune au choix fait, il y quarante ans, par Deng Xiaoping, de passer, selon ses propres mots, de « l'économie socialiste planifiée » à « l'économiste socialiste de marché ».

A l'époque, la Chine ne pesait pas plus qu'en 1949 en termes de part du PIB mondial, autour de 3%, ayant subi trente années de stagnation.

Elle en représente aujourd'hui 17%, après avoir aligné jusqu'en 2008 trois décennies de croissance supérieure à plus de 10% par an. Formidable exploit, certainement sans précédent, à une telle échelle.

- Ce fut le cas aux Etats-Unis.

C'est aussi par le retour aux fondamentaux du marché que l'Amérique s'est sortie d'une maladie de langueur qui l'avait frappée à la suite des chocs pétroliers des années 1970.

La révolution se fit d'abord intellectuellement avec les contributions majeures à la science économique de Milton Friedmann, présentant ses thèses lors d'une adresse à l'association des économistes américains en décembre 1967, et de Robert Lucas, dans un article retentissant du Journal of Economic Theory en 1972.

Les deux représentants de « l'école de Chicago » partaient tous les deux en guerre, l'un par le monétarisme, l'autre par la théorie des anticipations, contre l'interventionnisme étatique dans l'économie. Ouvrant la voie à la révolution libérale de Ronald Reagan, qui remit la croissance américaine sur les rails, et à sa forme britannique, le thatchérisme, qui sauva le Royaume Uni du « British disease » de la décennie 1970.

Pour toutes ces raisons l'économie de marché mérite de figurer parmi les succès inventés par l'homme.

Pourtant en ces débuts du XXIème siècle, l'économie de marché est critiquée et remise en question.

Sa place est à la fois consacrée par le monde et violentée par les nations.

Le chaudron en ébullition qu'est la France depuis plusieurs mois ne se limite pas à des enjeux nationaux, solubles dans le grand débat initié par le président Emmanuel Macron pour tenter d'éviter qu'on ne finisse par jeter le bébé avec l'eau du bain.

La place du marché libre dans les systèmes économiques nationaux et internationaux est une clé décisive de l'avenir du monde.

L'expression « économie de marché » reste un peu floue dans la littérature économique.

On peut la définir comme un système économique dans lequel les biens, les services et les capitaux s'échangent librement, et les prix se fixent en fonction de la loi de l'offre et de la demande.

Ce système repose sur deux piliers : décentralisation et concurrence.

Or ces deux piliers sont désormais fragilisés.

-La décentralisation : il est de plus en plus dangereux de piloter les économies modernes, comme tout système complexe, à partir d'une tour de contrôle centralisée.

Si les règles du jeu doivent être centrales, mieux vaut que le jeu reste local.

On connaît le précepte : « Think global, act local ».

D'ailleurs, la crise politique que traverse actuellement la France est aussi dirigée contre une excessive centralisation et la mainmise de ce que Raymond Barre appelait le « microcosme parisien ».

Mais curieusement les contestataires réclament simultanément plus de pouvoir local et plus de soutien de L'Etat-Providence, donc du pouvoir central.

C'est l'une des contradictions qu'il faudra résoudre malgré ses contradictions.

-La concurrence : le pouvoir économique suit les mêmes règles de bon sens que le pouvoir politique. Montesquieu expliquait que tout détenteur de pouvoir est porté à en abuser s'il n'est pas limité par des pouvoirs concurrents.

Le monopole économique, comme le monopole politique, conduit très naturellement à la dictature. Le plus souvent d'ailleurs, les deux dictatures finissent par se conjuguer.

Là est le vrai danger du populisme, mariant pouvoir autoritaire et protectionnisme économique.

Durant plus de deux siècles, l'économie de marché n'a cessé de s'affirmer et de fertiliser le monde.

Elle ne s'est pas limitée à étendre sa victoire géographique à l'ensemble des nations, elle s'est perfectionnée magistralement grâce au progrès technologique qui balaie les frontières.

En ces débuts de XXI^{ème} siècle se développe la digitalisation, qui est l'aboutissement de la mondialisation. Car la faculté pour une grande part de la planète de disposer sur son smartphone de l'ensemble de l'offre mondiale assure la consécration, inédite jusqu'ici, d'un système de concurrence pure et parfaite qui n'existait que dans les livres.

Cependant, tandis que l'économie de marché ne connaît aucune alternative crédible, elle affronte une contestation profonde et généralisée dans nombre de pays de l'ancien monde. Comme si le système de libre concurrence ne pouvait survivre.

Du coup, les systèmes d'économie libre ont internalisé leur propre adversité.

Adversité schizophrénique car il est dans leur mission de favoriser le consommateur en contraignant le producteur, donc le travailleur, qui pourtant ne font qu'un.

La théorie économique a posé l'équation du problème sans le résoudre.

Le théorème de l'avantage comparatif de Ricardo et son prolongement sophistiqué par le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson démontrent les bienfaits universels du libre-échange, du commerce international et de la division internationale du travail.

Ceci justifie pleinement la mondialisation dans l'intérêt de tous.

Paul Samuelson, dont le Manuel a formé plusieurs générations à l'économie, et que je possède dans ma bibliothèque, schématisait cette théorie.

Dans la « vraie vie » de la mondialisation, on a vu les ouvriers américains atteints dans leur emploi et leurs revenus par leurs homologues chinois, et la technologie chinoise écrasée par celle des chercheurs et ingénieurs américains.

La réaction aura été aux Etats-Unis l'élection de Donald Trump, avec son initiative de conflit commercial avec la Chine. Et réciproquement l'accélération spectaculaire des progrès de la technologie chinoise, désormais en pointe sur des domaines aussi stratégiques que l'intelligence artificielle.

Il n'aura pas fallu plus de 25 ans pour que le libre-échange et la division internationale du travail commencent à se briser sur le récif des résistances nationales. Résistance du travailleur mais complaisance du consommateur.

Les occidentaux, en tant que consommateurs, ont empoché depuis trente ans le gain considérable de pouvoir d'achat que leur procurait les importations émergentes sur les produits textiles, ménagers, électroniques etc....

Mais ils ont aussi violemment senti, en tant que travailleurs, les douleurs de la concurrence internationale qui les privait au mieux de la hausse de leur rémunération, au pire de leur emploi.

Or, en matière économique et sociale, comme en matière climatique, la température ressentie est celle qui compte, bien plus que l'indication objective du thermomètre.

Le travailleur aigri et le consommateur ingrat forment les légions du populisme qui s'en prend au marché et dénonce le « grand capital ».

L'opinion courante ne fait guère de distinction entre le libéralisme et le capitalisme.

Le Larousse définit d'ailleurs le capitalisme comme un « système de production dont les fondements sont l'entreprise privée et la liberté du marché ».

Intuitivement, on sent bien la proximité entre la liberté d'entreprendre et celle d'échanger. D'ailleurs, dès la Renaissance, les féodalismes ont laissé progressivement place aux ferments du modèle actuel, libéral et capitaliste, celui de la bourgeoisie naissante.

Ce sont les commerçants et les entrepreneurs, non les Etats, qui ont formé l'économie marchande moderne.

Pourtant, techniquement, dans la fonction de production capital-travail, le capitaliste peut être une collectivité, le plus souvent l'Etat.

D'où le terme « capitalisme d'Etat » qui devient presque inévitablement un « capitalisme monopoliste d'Etat », car l'actionnaire unique assimile la concurrence à un gaspillage cannibale.

Inversement, la trajectoire de l'économie de marché dans une économie socialiste, comme celle bouleversante initiée par Deng Xiaoping, aboutit finalement à la formation d'une classe de capitalistes.

Le pays du monde qui fabrique aujourd'hui le plus grand nombre d'ultra-riches est évidemment la Chine Populaire ! Sur la liste 2018 des 259 nouveaux milliardaires de l'année dans le monde établie par Forbes, près de 88 viennent de l'Empire du Milieu, deux fois plus que les Américains.

En outre, la phase ultime du système décentralisé de libre-échange est forcément la finance comme l'avait parfaitement anticipé Joseph Schumpeter.

Le troc fait bon ménage avec l'étatisme, tandis que l'échange monétaire est vital pour l'économie de marché.

Les critiques contre l'envahissement de la finance dans le monde actuel ne sont autres que celles de la globalisation des marchés de biens et services.

Mais le système de poupées russes qui conduit du marché au capital, puis à la finance, ne fait que grossir la colère des peuples.

Alors que Marx s'était trompé sur l'avenir du capitalisme, il avait bien anticipé la lutte des classes.

Le travailleur meurtri par la mondialisation, oublie qu'elle l'a servi comme consommateur, et ne voit en elle que le profit du détenteur de capital.

La digitalisation, stade ultime du libre-échange mondial et de la liberté d'entreprendre, entraîne un fulgurant enrichissement capitalistique et accentue la révolte.

En prétendant que 26 milliardaires détiennent la moitié du patrimoine mondial, plus que les 3,8 milliards des plus pauvres de la planète, Oxfam a parfaitement atteint son but : un véritable scandale médiatique.

Sachant qu'il est à peu près aussi hors sujet de dire « pour vaincre l'extrême pauvreté il faut vaincre l'extrême richesse ».

Le chiffre le moins contestable, c'est qu'en vingt ans 700 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté. Et malgré l'accroissement des inégalités, les classes moyennes qui comptaient 1,8 milliard de personnes en 2009, dépassent maintenant les 3 milliards.

Il est clair que même si la mondialisation des échanges de biens et services traditionnels est en recul, celle de l'internet ne fera que s'étendre, exigeant des capitaux massifs pour une concurrence massive, en fabricant des fortunes massives.

Le modèle bâti par la social-démocratie en Europe, modèle en crise aujourd'hui, pourrait ne pas survivre à l'insuffisance du capital nécessaire pour bâtir un empire digital européen, capable d'affronter l'impérialisme numérique américain ou chinois actuels, et sans doute demain indien, coréen, ou même africain.

La recommandation de certains économistes comme Thomas Piketty de taxer sévèrement le capital est un contresens historique bien français, comparable à ce qu'a été naguère le partage du travail.

Comme à l'accoutumée, aucun accord international ne sera jamais trouvé sur une taxation mondiale.

Et la France, surtout si à force de surenchères à gilets jaunes elle faisait basculer l'Europe dans le populisme, deviendrait le dindon de la farce mondiale.

Ce qui est insupportable n'est pas le capitalisme mais sa concentration.

L'accumulation du capital qu'exige la mondialisation digitale devrait suggérer la formation d'un véritable capitalisme de masse européen, arme de guerre aussi valeureuse que redoutable pour nos grands concurrents.

La France, confrontée au débat idiot sur le rétablissement de l'imposition confiscatoire du capital, devrait initier ce mouvement visant à favoriser massivement la naissance du capitalisme populaire en Europe.

On pourrait songer, par exemple, à utiliser le trésor de guerre accumulé par la BCE dans la lutte contre les risques de déflation et de défaut souverain (2.650 milliards d'euros de titres en trois ans et demi...) pour constituer un fonds d'investissement digital.

Ce fonds souverain serait, à l'origine, propriété des Etats membres de la zone euro.

Puis ceux-ci pourraient prendre une initiative commune attribuant tout ou partie de l'actionnariat du fonds aux classes populaires.

Ceci n'est certainement pas simple, mais les efforts de guerre sont toujours exigeants si l'on ne veut pas être défait.

Or la guerre digitale exige la conscription d'une armée de capitalistes plutôt que les lignes Maginot des populistes.

Sinon la contestation radicale de l'économie de marché risque de conduire à des aventures comme celles des années trente, qui menaceraient non seulement la prospérité économique et sociale, mais aussi la démocratie politique. Rappelons qu'elles constituent toutes deux le pire des régimes à l'exception de tous les autres.

Mais à l'évidence, même si ce plaidoyer pour l'économie de marché est indispensable, il faudra bien que cette économie de marché se transforme pour survivre.

Il est manifeste que le libre-échange mondial est en cours de mutation.

Même si Donald Trump invoque légitimement l'échange inégal avec la Chine pour justifier sa remise en cause du commerce avec elle, c'est un prétexte hypocrite pour négocier une sorte d'accord de troc équilibré.

L'économie de marché multilatérale et décentralisée deviendrait ainsi une négociation centralisée entre les empires.

Le renforcement de paraît sans conteste la seule réponse crédible à cette national-mondialisation qui s'annonce, où face aux blocs américains et chinois rien ne résiste à l'échelle d'un seul pays.

Le nationalisme étriqué de certains des membres de l'Union Européenne est une tentation illusoire et suicidaire.

Par ailleurs, la secousse du digital sera bien plus forte encore que celle de la concurrence émergente.

L'ouvrier chinois a vu sa rémunération et son coût s'élever, entraînant le rapatriement de nombre de productions dans certains pays riches, accéléré d'ailleurs par la robotisation.

Or, à la différence du travailleur émergent, la « rémunération » des intelligences artificielles ne cesse de baisser, et de challenger son concurrent humain.

D'autant que l'intelligence artificielle attaque le secteur des services et avec eux les travailleurs qualifiés.

Avant que l'homme trouve une place nouvelle auprès de l'intelligence artificielle, il faudra du temps, de l'éducation et de la protection. Désarticuler trop vite l'Etat-Providence dans les pays riches serait dans ces conditions dangereux.

Pour l'enjeu climatique, il faudra aussi une articulation plus pertinente des Etats et du marché. L'Etat français a mis le feu aux poudres chez les gilets jaunes avec la taxe carbone.

De façon générale, les interventions désordonnées à coups de taxes, de normes et de subventions se transforment vite en usine à gaz explosive.

L'étatisme climatique conduit au conflit social, au déni populiste ou au handicap économique pour un pays de taille moyenne comme la France seule, sans l'Europe.

En réalité, un tel enjeu ne peut se passer ni des Etats, ni des forces du marché.

Un marché fortifié par l'innovation énergétique dans les modes de production et de consommation.

Et comme pour le digital, la défense climatique pourrait recevoir le renfort d'un fonds d'investissement souverain, créateur d'intelligence énergétique.

Donc pour sauver la planète, pas d'Etat seul car il contraint et pas de marché seul, car la vertu climatique coûte cher.

Comme pour le digital, il serait pertinent d'associer à la création de valeur économique et financière, une création de valeur sociale en organisant la participation des classes moyennes au capital de ce fonds européen.

L'énergie durable sera forcément très rentable.

Christophe Dubois-Damien Président de l'Atelier Intelligence économique

Un grand déballage mais pas de grand débat du nouvel âge 2/2

Forum ATENA a participé au grand débat sous la forme du grand débat des think tanks du numérique. Philippe Recouppé, son président l'a décidé. Geneviève Bouché, présidente de l'Atelier Etat Plateforme de Forum ATENA en a été à l'initiative. Elle en a assuré l'organisation.

Ce grand débat des think tanks du numérique a eu lieu le 6 mars 2019 de 18h30 à 21h30 à Télécom Paris Tech 46 rue Barrault Paris 13^{ème}.

Forum ATENA était entouré d'autres think tanks du numérique : L'IREST, INNOCHERCHE, LA FABRIQUE DU FUTUR, FRENCH ROAD, FORUM DES JETONS.

Les thèmes choisis par les think tanks étaient les suivants :

- FORUM ATENA : « Un autre numérique est possible. »
- L'IREST : « Les réseaux pour tous ».
- INNOCHERCHE : « La mobilité »
- LA FABRIQUE DU FUTUR : « La gouvernance et la confiance »
- FRENCH ROAD : « La citoyenneté efficace »
- FORUM DES JETONS : « Vers une autre idée de la monnaie ».

Grande participation du public, questions et remarques intéressantes.

Synthèse, vote final et conclusion ont suivi.

« Un autre numérique est possible ! » le speaker était Philippe Recouppé, président de Forum ATENA. J'ai occupé le poste de modérateur en charge de solliciter les réactions du public.

Philippe Recouppé m'a proposé d'avancer mes idées sur le sujet. Je le fais à travers cette article dans la newsletter.

Derrière le titre choisi pour ce grand débat par Forum ATENA une pensée :

Pourquoi nous français s'est t'on laissé imposé un modèle numérique ?

Derrière cette question apparaît la souveraineté numérique et plus exactement la souveraineté à l'épreuve du numérique.

La souveraineté de l'homme, la souveraineté de l'entreprise, la souveraineté de l'Etat sont mises à l'épreuve par les possibilités du numérique.

-Comment le citoyen, peut-il rester souverain de sa propre vie quand à partir des données qu'il laisse sur internet, il est tracé, surveillé, influencé, positivement certes mais aussi négativement ?

-Comment l'entreprise peut-elle être souveraine dans sa stratégie quand elle ne peut pour survivre se passer d'un système d'information et que par définition ce système d'information est vulnérable et que ce système d'information peut être contrôlé par l'extérieur en plein guerre économique ?

-Quel sens peut encore avoir la souveraineté de l'Etat ?

La souveraineté est le droit d'exercer une autorité législative, judiciaire et administrative sur une nation ou un peuple.

La Monarchie de droit divin, puis la République ont légitimé cette souveraineté.

Aujourd'hui Internet, le Big data, les interconnexions, et les algorithmes complètent la libre circulation des personnes et des biens par les échanges virtuels au sein de la société de l'information et de la connaissance.

La souveraineté numérique est un des sujets stratégiques essentiels de ce début du XXIème siècle. Une réflexion est à conduire sur les fondements de l'économie, de la culture et du système politique face au paradigme de l'économie dite « numérique » ou « digitale », en fait une économie informatique anthropologique.

Avec Forum ATENA, j'ai organisé à Sciences-Po le 27 juin 2017 une journée sur ce thème de la souveraineté numérique : 25 intervenants 250 participants.

Quel sens peut encore avoir la souveraineté de l'Etat ?

La souveraineté est le droit d'exercer une autorité législative, judiciaire et administrative sur une nation ou un peuple.

La Monarchie de droit divin, puis la République ont légitimé cette souveraineté.

Internet, le Big data, les interconnexions, et les algorithmes complètent la libre circulation des personnes et des biens par les échanges virtuels au sein de la société de l'information et de la connaissance.

Pour appréhender la souveraineté numérique, il faut comprendre la troisième révolution industrielle. Le monde y est entré dans les années 1980.

L'intrant de cette troisième révolution est la donnée, le processus normé et informatisé. L'intrant de la première révolution industrielle en 1780 était la vapeur.

L'intrant initial de la deuxième révolution industrielle de 1880 était l'électricité puis dans sa deuxième partie un second intrant : le pétrole.

Pourquoi nous français s'est t'on laissé imposé un modèle numérique ?

Parce que la France a raté cette troisième révolution industrielle.

Ou ont été dès les années 1980 1990, parmi nos élites les penseurs de ces transformations, les éclaireurs de l'avenir, les pédagogues du changement ?

Face à ces retards, ces blocages et ces défis, la société civile a un rôle à jouer.

L'heure est au changement de logiciel dans la sphère politique.

Et c'est là la mission des Think tanks du Numérique.

Nos institutions actuelles ont été inspirées par le Conseil National de la Résistance. Elles ont été rédigées pour servir le précédent modèle économique : l'économie fordiste de la deuxième moitié de la deuxième révolution industrielle : économie de masse : masse de travailleurs de la grande entreprise pyramidale, normalisée, hiérarchisée, optimisée, cadencée par l'organisation scientifique du travail, fabricant des produits standardisés, faisant l'objet d'une consommation de masse sur des marchés grand public.

Maintenant, il faut bâtir les Institutions pour servir le nouveau modèle économique de la troisième révolution industrielle de 1980.

Des institutions permettant l'épanouissement et l'équilibre social du paradigme de l'économie numérique du règne de la donnée à l'ère de la multitude, de l'homme augmenté et de l'entreprise étendue, de l'innovation continue et du développement des territoires.

Permettre l'élaboration démocratique et la mise en place de ces Institutions est le rôle des politiques.

Face à l'émergence puis l'amélioration d'efficacité des algorithmes d'intelligence artificielle, il faut définir quelles seront les règles communes de vie en société, quelle sera l'espace pour la vie privée et la solidarité.

Les réponses à ces questions n'ont pas à être données par les américains ou les asiatiques à la place des européens.

Ce serait délaisser la vision de notre société à d'autres.

Ce serait un abandon complet de notre culture, de notre indépendance, de nos libertés et de notre avenir.

A l'ère de l'internet et ses dérivés : les objets connectés, l'intelligence artificielle, la blockchain et autres innovations futures, il est grand temps que la France se dote d'une véritable et ambitieuse politique de souveraineté numérique. Le défi est également européen.

Les sujets de souveraineté numérique sont des enjeux absolument majeurs.

On constate une asymétrie de réflexion stratégique de part et d'autre de l'Atlantique sur ces questions.

À la fin des années 1980, les Américains ont réfléchi et l'ont fait à la mode américaine, comme ils savent très bien le faire. C'est-à-dire en réunissant le monde académique, des chercheurs, le monde universitaire, le monde industriel, le monde militaire.

Ils ont fait travailler les gens pendant plusieurs mois sur le thème : « Quels seront les instruments de la domination américaine au XXIe siècle ? »

En gros les conclusions qui ont émergé de tout cela, ça été que si les infrastructures physiques avaient été probablement des leviers de domination très puissants au XIXème et XXème siècle, il était vraisemblable que avec les autoroutes de l'information ce qui marquerait la domination au XXIème siècle ce serait la maîtrise des infrastructures cognitives et numériques.

Nous sommes face à un tournant, nous sommes au lendemain de la chute du mur de Berlin.

Si vous regardez du début des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000, vous avez quasiment tous les ans une décision en matière de politique publique américaine absolument majeure. Et ces décisions tirent toutes dans le même sens.

Libéralisation du GPS, exonérations fiscales en 1998, fléchage en réalité des mécanismes d'évasion fiscale utilisés par toutes les plates-formes numériques, création de l'ICAN, constitution d'un nombre de fonds investissant dans quasiment toutes les grandes licornes, qui sont devenues dominatrices aujourd'hui.

Tout ça pour dire que d'un côté il y a des gens les américains qui se sont posés en fait les bonnes questions.

Pourtant ils n'ont pas plus de ressources intellectuelles ou industrielles ou financières que nous les européens.

En réalité, il y a plus d'épargne en Europe qu'aux États-Unis, il y a de très bons ingénieurs ici et des inventeurs, innovateurs.

En réalité ce qui nous manque c'est qu'on est incapable d'agréger toutes ses forces, de penser stratégie et une fois que l'on a dessiné une stratégie d'en découler en réalité des politiques publiques.

Pour moi, c'est cela. C'est cette asymétrie de réflexion stratégique.

On n'est pas dans la recherche pure, on n'est pas dans l'industrie pure, on est en réalité dans quelque chose à la confluence entre la réflexion, la recherche, le travail des think tanks, des décisions de politique publique leur implications industrielles.

Et ça les américains savent le faire et pas nous.

Et l'Europe est victime d'une lacune supplémentaire : la difficulté à faire émerger un intérêt collectif européen.

Ce n'est pas nouveau et pas liée directement au sujet numérique.

Je voudrais insister sur les questions de souveraineté numérique sur les autres enjeux, qui ne sont pas nécessairement lié à la data.

Je voudrais m'appesantir sur quelques autres détails qui me semblent importants.

Aux sources des Etats il y a le vote de l'impôt et la capacité à le lever.

Cela veut donc dire que la souveraineté numérique commence sur la capacité à faire fonctionner sa fiscalité. Il y a là un énorme sujet.

Le jeu très pervers des mécanismes de propriété intellectuelle, qui sont en réalité construits et réglementés par les Etats et qu'un certain nombre d'entreprises retournent contre les Etats en sapant leurs bases fiscales. On marche sur la tête d'une certaine manière.

Et on peut dire aujourd'hui que si une partie de l'innovation du monde numérique notamment américain se fonde en réalité en termes de financement en tout cas pour partie sur cette évasion ou cette optimisation fiscale à un niveau industriel, cela pose en fait la question de la durabilité du développement du modèle de l'économie numérique.

Parce que si vous avez un premier marché européen de 500 millions d'individus qui fonctionne aussi bien et qui en réalité attire énormément ces grandes plates-formes, c'est parce que vous avez 500 millions d'Européens qui sont éduqués, en bonne santé et qui ont du temps libre.

Ces trois choses sont financées plus ou moins en réalité par les impôts.

Ça veut dire que si les bases fiscales continuent à s'éroder les européens seront moins éduqués ils auront moins de temps libre, moins de protection sociale. Et de ce fait, ce seront moins des contributeurs au marché mondial du numérique.

Ça veut donc dire que là aussi cette prise de conscience doit nous amener à muscler nos réponses. Que ce soit au sein de l'OCDE ou ailleurs, il y a plusieurs choses qui ont été décidées ces dernières années. Cela nous appelle à avancer.

Alors enfin peut-être un dernier point il ne faut pas donner un tableau totalement apocalyptique. J'en ai deux ou trois exemples.

Les choses vont très très vite. Ceux qui sont dominants aujourd'hui ne le seront pas forcément dans cinq ans. Cela va très vite vraiment. On a tous en tête un Yahoo qui dominait Internet il y a encore quinze ans qui est actuellement quasiment en cessation de paiement.

Au sujet de l'affaire Snowden on peut penser que cela en fait ne change pas l'habitude des gens. Ce n'est pas si vrai que cela. Les débats sur la NSA n'auraient pas provoqué de changement majeur. Tout cela est peut-être encore un peu dans l'avant-garde encore que.

Essayons-nous de faire des échanges de mails cryptés il y a cinq ou six ans ?

C'était compliqué. Et ce n'est pas pour rien que c'est après les grands scandales de ces dernières années que tout d'un coup on s'est mis à démocratiser ce qui était en réalité réservé à une élite de geeks, qui avaient les moyens de pouvoir l'installer sur son ordinateur.

En réalité si on veut se met à bien penser le numérique et qu'on assume et qu'on comprend enfin que l'on a des choix politiques à faire, je crois que la question de la souveraineté numérique est quelque chose que l'on peut reprendre en main davantage que par le passé.

Les GAFAM faisaient figure il y a peu encore de géants invulnérables et conquérants. Leur marche à la domination planétaire semblait inexorable. Ils étaient l'incarnation du slogan « Le gagnant rafle la mise ». Hyper valorisés, détenteurs de liquidités colossales à leur actif, maître du jeu dans le domaine des fusions acquisitions, rien ne semblait arrêter leur marche conquérante.

Bouleversant les hiérarchies passées, les GAFAM sont ainsi devenus les champions de la cote, détrônant les anciens champions de l'énergie, de la finance ou de la distribution, les EXXON, JP Morgan et Walmart. Et ils le demeurent en dépit de leurs récents déboires.

Et pour cause, entre le début de l'année 2013 et leurs points hauts de 2018, les cours de des GAFAM ont été multipliés par des facteurs qui varient selon les cas de 3 ou 4 pour les entreprises les plus matures à 8... C'est énorme !

Mais ces niveaux qui demeurent zénithaux, ne peuvent faire oublier qu'en moins d'un an, toutes ces valeurs ont connu des décrochages, et une instabilité qui s'apparentent pour certaines de ces entreprises à une véritable bérézina. Si l'on compare les points hauts de 2018 de chacune de ces valeurs aux points bas qu'elles ont touchés au tournant de 2018-2019, les ordres de grandeur en disent long sur le degré de défiance: -43% pour Facebook, -39% pour Apple, -34 % pour Amazon... et de l'ordre de -20 % pour Google et Microsoft. De la même façon que le vocable GAFAM regroupe des entreprises très hétérogènes, on peut avoir la sensation que le décrochage de chacune de ces entreprises relève de causes bien spécifiques et parfois anecdotiques.

Entre les déclarations intempestives de certains patrons au profil *borderline*, le *burnout* ou le divorce médiatisé et sulfureux de Jeff Bezos, le scandale de Cambridge Analytica pour Facebook, la guéguerre médiatique personnelle outrancière que Trump a engagé avec les stars de la Silicone Valley, et quelques *profit warning* qui ne disent rien sur le fond des choses....

On pourrait avoir le sentiment d'un malheureux concours de circonstances, et d'une hyper-réaction sur un marché rendu nerveux par la multiplication des incertitudes monétaires et commerciales.

BATX, fiscalité, choc data et concurrence

Mais ce serait minimiser les choses. Des causes structurelles plus profondes sous-tendent bien la nervosité des marchés :

- Il y a d'abord un facteur commun à toutes ces déconvenues.

La montée en puissance bien organisée des BATX chinois, sortes de clones à vocation planétaire, qui ne sont qu'à l'aube de leur déploiement international. L'idée que les GAFAM allaient consolider leur rente de monopole à travers une conquête planétaire a pris du plomb dans l'aile.

- Il y a ensuite l'impunité fiscale des GAFAM, dont chacun pense qu'elle ne peut plus durer longtemps, surtout si l'administration américaine s'y attaque. Ce qui semble être le cas.

- Il y a toutes les incertitudes de plus en plus tangibles sur la propriété et la manipulation des données. La béance juridique en la matière devient une véritable menace, et l'ère de la *data* sans contrôle et libre de droit touche sans doute à sa fin. L'industrie du numérique s'approche d'un choc *data*, comme l'industrie traditionnelle a eu son choc pétrolier. C'est-à-dire une reconsidération du prix et de la facilité l'accès à la ressource essentielle.

Ces trois grandes évolutions font que toutes ces entreprises vont devoir avoir une démarche qualité et de consolidation de leur clientèle qui va leur coûter le l'argent, et les sortir un peu plus du mythe du *cout marginal zéro* qu'elles avaient survendu. Pour Apple, il y a aussi la profonde remise en cause de ses chaînes de valeur que pourrait entraîner un dérapage de la guerre commerciale avec la Chine....

Et puis, il y a un dernier élément très perturbateur et non des moindres : l'intensité croissante de la concurrence entre les GAFAM eux-mêmes, que l'on oublie de prendre en compte. Chacun des GAFAM s'est bâti sur un territoire qui lui est propre, avec des clés de réussite spécifiques. Mais le nouveau chapitre qui s'ouvre concernant la prise de leadership dans le domaine de l'Intelligence artificielle, et dans celui du véhicule autonome, les mets en concurrence frontale.

Et dans ce combat, il y aura des gagnants et des perdants et *in fine* un bouleversement des hiérarchies. Bref, disons pour conclure que le *burnout* des patrons des GAFAM participe à l'instabilité des cours.... Mais que ce *burnout* a de sérieuses raisons d'exister.

Christophe Dubois-Damien Président de l'Atelier Intelligence économique

AGENDA

[08/04 - Atelier "Etat Plateforme" de Forum ATENA]

Plus d'infos : [Forum Atena](#)

[16/04 - Dîner Networking]

Plus d'infos : [Forum Atena](#)